

Unité interdépartementale d'Indre-et-Loire et de Loir-et-Cher
ZA n°2 des Ailes
25-26 rue des Ailes
37210 PARCAY MESLAY

PARCAY-MESLAY, le 06/02/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 26/01/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SUEZ RV Centre Ouest - Centre Tri

ZA de Conneuil
6 rue Gaspard Monge
37270 Montlouis-sur-Loire

Références : LSAEX 2023/194
Code AIOT : 0010004774

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/01/2023 dans l'établissement SUEZ RV Centre Ouest - Centre Tri implanté en ZA de Conneuil - 4 route de Conneuil 37270 Montlouis-sur-Loire. L'inspection a été annoncée le 22/12/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SUEZ RV Centre Ouest - Centre Tri
- Centre de tri - ZA de Conneuil 4 route de Conneuil 37270 Montlouis-sur-Loire
- Code AIOT : 0010004774
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Les procédés mis en œuvre actuellement par la société SUEZ RV Centre Ouest sont les suivants :

- Activité de Tri et de conditionnement : Séparation sur une chaîne de tri des produits issus des collectes sélectives des ménages.
- Activité de tri et regroupement de déchets industriels, collectés en mélange ou en mono-matériaux (papiers, cartons, plastiques et métaux), qui sont ensuite conditionnés en balles, "paquets" sur les presses ou laissés en vrac avant leur expédition vers les filières de recyclage,
- Activité de transit : Regroupement et stockage suivant les types, de matériaux de verres,

d'encombrants, de gravats, déchets verts et de bois, D.E.E.E et déchets ménagers spéciaux issus de collectes sélectives. Ces regroupements ont lieu dans les alvéoles présentes de stockage.

- Activité de transit sans stockage : Regroupement des contenus des véhicules de collecte pour transport en camions semi-remorques aux centres de stockage de déchets ultimes distants de plus de 25 km :

- Ordures ménagères : dépose par benne dans une cellule et transfert en semi-remorque.

- Déchets banals en mélange non valorisables : dépose en cellule, tri et transfert en semi-remorque.

- Activité de déchetterie : Plate-forme de réception des déchets industriels assimilables aux déchets ménagers avec 8 alvéoles compartimentées pour les papiers, cartons, déchets banals en mélanges, ferrailles, plastiques et bois. Ces produits sont ensuite conditionnés et évacués pour valorisation.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Gestion des suites de la visite précédente
- Garanties financières
- Foudre

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|----|--------------------------------------|---|--|-------------------|
| 2 | Gestion des suites précédentes (NC2) | Arrêté Préfectoral du 10/05/2007, article 8.1.1 | / | Sans objet |
| 4 | Gestion des suites précédentes (NC4) | Arrêté Préfectoral du 10/05/2007, article 8.3.3.1.2 | / | Sans objet |
| 5 | Gestion des suites précédentes (D1) | Arrêté Préfectoral du 10/05/2007, article 7.7.2 | / | Sans objet |
| 6 | Gestion des suites précédentes (D2) | Arrêté Préfectoral du 10/05/2007, article 7.4.1 | / | Sans objet |
| 8 | Gestion des suites précédentes (D4) | Arrêté Préfectoral du 10/05/2007, article Annexe | / | Sans objet |
| 10 | Gestion des suites précédentes (D6) | Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 9 | / | Sans objet |
| 11 | Gestion des suites précédentes (D7) | Arrêté Préfectoral du 10/05/2007, article 7.3.6 | / | Sans objet |
| 13 | Garanties financières | Arrêté Préfectoral du 28/11/2018, article 8 | / | Sans objet |
| 14 | Foudre | Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21 | / | Sans objet |

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|----|--------------------------------------|---|--|-------------------|
| 1 | Gestion des suites précédentes (NC1) | Arrêté Préfectoral du 10/05/2007, article 7.3.2 | / | Sans objet |
| 3 | Gestion des suites précédentes (NC3) | Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 17 | / | Sans objet |
| 9 | Gestion des suites précédentes (D5) | Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2 | / | Sans objet |
| 12 | Gestion des suites précédentes (R2) | Arrêté Préfectoral du 10/05/2007, article 5.1.2 | / | Sans objet |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Gestion des suites précédentes (NC1)

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/05/2007, article 7.3.2 |
| Thème(s) : Risques chroniques, voie de circulation et d'accès |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| <p>Prescription contrôlée : Les voies de circulation et d'accès doivent être délimitées, maintenues en constant état de propreté et dégagées de tout objet susceptible de gêner le passage.</p> <p>Elles doivent être aménagées à partir de l'entrée jusqu'aux postes de réception ou d'enlèvement et être étudiées en fonction du nombre, du gabarit et du tonnage des véhicules appelés à y circuler. Ces voies doivent être aménagées pour que les engins des services d'incendie puissent évoluer sans difficulté.</p> <p>Elles doivent être constituées d'un sol revêtu suffisamment résistant et n'entraînant pas l'envol de poussières.</p> |
| Constats : Conforme. |
| Observations : L'inspection a constaté que l'exploitant a procédé à la réfection de la voirie. L'ensemble des voies de circulation est propre et est aménagée pour que les engins de l'exploitant, les camions et les services d'incendie puissent évoluer sans difficulté. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 2 : Gestion des suites précédentes (NC2)

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/05/2007, article 8.1.1 |
| Thème(s) : Situation administrative, Déchets admis |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : Les déchets des ménages, des commerçants, des artisans, des collectivités et des industriels qui sont triés et/ou transitent sur le site des installations proviennent principalement d'Indre-et-Loire et des départements limitrophes. |
| Constats : Non conforme : L'exploitant réceptionne des déchets du département d'Eure-et-Loir (28) et du Loiret (45) qui ne sont pas du département ou des départements limitrophes. |
| Observations : L'exploitant a indiqué que sur l'année 2022, il avait réceptionné 360 tonnes de déchets non dangereux provenant des départements d'Eure-et-Loir (28) et du Loiret (45) sur les 57 000 tonnes reçus en totalité dans l'installation. Au regard de la totalité des déchets cela représente 0,6 % des déchets reçus sur le site. L'exploitant a expliqué que ces imports de déchets étaient liés essentiellement à des pannes de machines sur les sites des 2 départements précités. L'exploitant a précisé qu'il allait engager une demande de modification de l'arrêté préfectoral sur ce point, considérant que le transit de déchets non dangereux dans la région Centre-Val de Loire était autorisé par le PRPGD. |
| Type de suites proposées : Susceptible de suites |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 3 : Gestion des suites précédentes (NC3)

| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 17 | | | | | | | |
|---|--|----------------------------------|----------------------------------|-----------------------------------|-----------------------------------|-----------------------------------|-----------------------|
| Thème(s) : Risques chroniques, VLE pour rejet dans le milieu naturel | | | | | | | |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet | | | | | | | |
| Prescription contrôlée : Les effluents susceptibles d'être pollués rejetés au milieu naturel respectent les valeurs limites de concentration [...] . | | | | | | | |
| Constats : Conforme. | | | | | | | |
| Observations : L'exploitant a transmis le dernier rapport d'analyse n° LSE22-200338 du 25/11/2022 des effluents réalisé par le laboratoire CARSO, dont les résultats sont présentés ci-dessous : | | | | | | | |
| Paramètres | VLE art. 4.2.7 de l'AP n° 18 101 du 10/05/07 | VLE art. 17 de l'AM 06/06/18 (E) | VLE art. 35 de l'AM 26/03/12 (E) | VLE art. 5.3 de l'AM 06/06/18 (D) | VLE art. 5.7 de l'AM 15/10/10 (D) | VLE art. 6.2 de l'AM 30/09/98 (D) | Analyse du 25/11/2022 |
| pH | 5,5 – 8,5 | / | 5,5 – 8,5 | / | 5,5 – 8,5 | / | 7 |
| Temp. | < 30 °C | / | < 30 °C | / | < 30 °C | / | 19 °C |
| DBO5 | 100 mg/l | / | 100 mg/l | / | 100 mg/l | 100 mg/l | 5 mg/l |
| DCO | 300 mg/l | 300 mg/l | 300 mg/l | 300 mg/l | 300 mg/l | 300 mg/l | 48 mg/l |
| MES | 100 mg/l | 100 mg/l | 100 mg/l | 100 mg/l | 100 mg/l | 100 mg/l | 22 mg/l |
| HCT | 10 mg/l | 10 mg/l | 10 mg/l | 10 mg/l | 10 mg/l | / | 0,3 mg/l |
| Métaux totaux | / | / | 15 mg/l | 15 mg/l | 15 mg/l | / | < 4,7 mg/l |
| Indice phénols | / | /0,3 mg/l | 0,3 mg/l | / | 0,3 mg/l | / | < 0,02 mg/l |
| Chrome hexavalent | / | / | 0,1 mg/l | / | 0,1 mg/l | / | < 0,005 mg/l |
| Cyanures totaux | / | 0,1 mg/l | 0,1 mg/l | / | 0,1 mg/l | / | 0,05 mg/l |
| AOX | / | 1 mg/l | 5 mg/l | / | 5 mg/l | / | 0,02 mg/l |
| Arsenic | / | / | 0,1 mg/l | / | 0,1 mg/l | / | < 0,004 mg/l |
| Type de suites proposées : Sans suite Proposition de suites : Sans objet | | | | | | | |

N° 4 : Gestion des suites précédentes (NC4)

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/05/2007, article 8.3.31.2 |
| Thème(s) : Situation administrative, Déchets admis |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : La fosse de collecte des jus égouttage doit être périodiquement vérifiée ; la vérification, au minimum annuelle, doit être tracée. |
| Constats : Non conforme : – L'exploitant ne réalise pas annuellement la vérification de la cuve de 3 m ³ des jus d'égouttage. – L'exploitant doit revoir la méthode la méthode ou la durée du test pour s'assurer que la cuve est bien étanche. |
| Observations : L'exploitant a présenté le rapport n° T08 287-21 de vérification de la cuve des jus d'égouttage, effectué par la société OSIS le 13/06/2021. La conclusion du rapport indique qu'il n'y a pas eu de perte d'eau durant une durée de 30 minutes. C'est sur cette base que le rapport conclu que le test est positif est que la cuve est étanche. L'inspection a indiqué que la durée de 30 minutes n'était pas représentative d'une éventuelle fuite de la cuve. Aussi, il est demandé à l'exploitant de revoir la méthode ou la durée du test pour s'assurer que la cuve est bien étanche. Par ailleurs, la dernière vérification a été réalisée au-delà d'une année. |
| Type de suites proposées : Susceptible de suites |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 5 : Gestion des suites précédentes (D1)

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/05/2007, article 7.7.2 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Localisation des risques |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les installations qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières stockées, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur l'environnement, la sécurité publique ou le maintien en sécurité des installations. Il détermine pour chacune de ces installations la nature du risque (incendie, atmosphères explosives ou émanations toxiques). Ce risque est signalé. |
| Constats : Non conforme. – la nature du risque n'est pas signalée au niveau des stockages des déchets dangereux. – L'exploitant doit positionner les bouteilles de gaz ou de types hélium ou CO ₂ à l'extérieur dans des casiers surmontés d'une grille métallique afin d'éviter une projection éventuelle et une accumulation de gaz à l'intérieur du local des déchets dangereux dûe à une fuite. |
| Observations : L'inspection a constaté la présence d'un plan mentionnant les pictogrammes de dangers à l'entrée du local des déchets dangereux. Les déchets dangereux ou indésirables découverts dans les déchets entrants sont divers mais en nombre réduit. Ainsi l'inspection a constaté la présence de pneumatiques, de piles, de plaques types fibrociments sans marquage idoine, de bouteilles de gaz, de bouteilles d'hélium et de CO ₂ , de DEEE, L'inspection a signalé à l'exploitant que les bouteilles de types hélium, CO ₂ et autres doivent être positionnées à l'extérieur du bâtiment des déchets dangereux dans des casiers surmontés d'une grille métallique. Par ailleurs, il a été également constaté que le risque de chaque déchet n'est pas mentionné à l'intérieur du local des déchets dangereux. |
| Type de suites proposées : Susceptible de suites |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 6 : Gestion des suites précédentes (D2)

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/05/2007, article 74.1 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Formation du personnel |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : Outre l'aptitude au poste occupé, les différents opérateurs et intervenants sur le site, y compris le personnel intérimaire, doivent recevoir une formation sur les risques inhérents aux installations, la nature des déchets stockés et triés dans l'établissement, la conduite à tenir en cas d'incident ou accident et sur la mise en œuvre des moyens d'intervention |
| Constats : Il serait opportun de mettre en place une procédure pour les incidents pouvant survenir en dehors des heures ouvrables et ainsi que le week-end. |
| Observations : L'exploitant a présenté le dernier exercice incendie réalisé sur le site le 21/04/2022. L'exercice consistait à un départ de fumée sur l'alvéole de ferraille du centre de tri. L'ensemble de la chaîne a été contacté jusqu'au pompier et les moyens de défense incendie (RIA) avec confinement du bassin ont été mis en œuvre. L'inspection n'a pas d'observation particulière sur cet exercice. M. Naudin (attaché d'exploitation) a transmis une feuille d'émargement sur la réalisation d'une formation spécifique sur la mise en œuvre du confinement du bassin datée du 06/09/2022. Sur celle-ci 9 personnes ont signé la feuille d'émargement. |
| Type de suites proposées : Susceptible de suites |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 8 : Gestion des suites précédentes (D4)

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/05/2007, article Annexe |
| Thème(s) : Situation administrative, Quantite, volume ou surface autorise |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : Volumes, quantités et surfaces de chaque type de flux de déchets : |
| Constats : Non conforme : L'exploitant ne peut pas se positionner sur chaque flux de déchets au jour de l'inspection. |
| Observations : L'exploitant a indiqué qu'il pouvait s'assurer que les volumes maximums n'étaient pas dépassés, car les déchets sont positionnés dans des alvéoles qui sont déterminées par une hauteur, longueur et largeur fixe. En revanche, les déchets entrants déterminés par le poids n'ont pas d'alerte précise pour s'assurer que les quantités présentes ne dépassent pas les capacités maximums indiquées à l'annexe de l'arrêté préfectoral du 10 mai 2007. |
| Type de suites proposées : Susceptible de suites |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 9 : Gestion des suites précédentes (D5)

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2 |
| Thème(s) : Situation administrative, Registre des déchets sortant |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| <p>Prescription contrôlée : Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortants.</p> <p>Le registre des déchets sortants contient au moins les informations suivantes :</p> <p>...</p> <p>e) Concernant la destination du déchet :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement vers lequel le déchet est expédié ; - le code du traitement qui va être opéré dans l'installation vers laquelle le déchet est expédié, selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets ; - la qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement définie à l'article L. 541-1 du code de l'environnement ; - le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ; - le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle susvisée. |
| Constats : Conforme. |
| <p>Observations : L'exploitant a montré en séance le registre des déchets sortants. L'ensemble des éléments sont présents dans le registre. Sur demande de l'inspection, l'exploitant a indiqué qu'il effectuait des exports de déchets non dangereux types papiers dans les pays de l'Espagne, des Pays-Bas et de Belgique. Une annexe VII référencée n° PC987088 et datée du jour de l'inspection (26/01/23) a été présentée pour l'expédition de 25 tonnes de papiers à destination de la société HUHTAMAKI PAPER RECYCLING située au Pays-Bas. L'analyse de l'annexe VII n'appelle pas d'observation de la part de l'inspection.</p> <p>L'exploitant passe par une centrale d'achat de son groupe pour effectuer du trading sur la négociation de vente de papier destiné aussi bien à l'export qu'au marché français. L'exploitant a indiqué avoir potentiellement envoyé 1041 tonnes de déchets non dangereux par sa plateforme de trading sur les pays précités pour l'année 2022 sur environ 57 000 tonnes expédiés, soit 1,8 %.</p> |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 10 : Gestion des suites précédentes (D6)

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 9 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : Vérification périodique et maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie → présence d'un rapport annuel de contrôle |
| Constats : L'exploitant justifie que les observations mentionnées concernant les trappes de désenfumage ont été levées. |
| Observations : L'inspection a analysé le registre de sécurité présent sur site. Sur celui-ci, il est indiqué que les moyens de défense incendie types : – extincteurs et RIA ont été vérifiés le 05/05/2022 par la société EUROFEU ; L'exploitant a fourni les factures n° 1032731591 et n° 1032731591 du 03/03/2022 justifiant de l'entretien des extincteurs et il a fourni la facture n° 1033445101 du 09/05/2022 justifiant de l'entretien des RIA. – désenfumages ont été vérifiés le 05/01/2023 par la société Kingspan Light + air ; Le rapport mentionne 2 observations (un coffret de commande HS dans le bâtiment de tri n° 1 et une fuite sur ouverture dans le bâtiment n° 2). Un devis de la même société daté du 25/01/2023 a été présenté. Cependant celui-ci n'est pas signé bon pour accord. – alarme incendie a été vérifiée le 07/02/2022 par la société Chubb. L'exploitant a fourni le rapport de vérification n° 17301590 du 7/12/2022 pour le bâtiment Montlouis 1 et le rapport n° 17301591 du 7/12/2022 pour le bâtiment Montlouis 2. Aucune anomalie constaté. Par ailleurs, l'exploitant a installé récemment 5 caméras thermiques dans le centre de transit des ordures ménagères et des déchets non dangereux situés dans le bâtiment dénommé « Montlouis 2 », afin de prévenir de tout départ de feu. |
| Type de suites proposées : Susceptible de suites |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 11 : Gestion des suites précédentes (D7)

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/05/2007, article 7.3.6 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : Une vérification de l'ensemble des installations électriques doit être effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionnera très explicitement les déficiences relevées dans son rapport. L'exploitant conservera une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises. |
| Constats : L'exploitant n'a pas fourni le rapport d'intervention permettant de justifier que les mesures correctives ont bien été réalisées sur les installations électriques ainsi que sur l'échauffement constaté par la thermographie, dès réception. |
| Observations : L'exploitant a fait vérifier ses installations électriques le 09/01/2023 par la société Bureau Veritas. Le rapport n° 7938934/175.15.1.P daté du 09/01/2023 mentionne 11 observations réparties sur l'ensemble du site. Le devis n° D-23-ICN1-04766 daté du 25/01/2023 de la société a été fourni à l'inspection afin de justifier des mesures correctives engagées. L'exploitant a également fait vérifier par la société Bureau Veritas : – les installations électriques par thermographie le 11/04/2022 ; Le rapport n° 14265954/2/1 daté du 15/04/2022 mentionne une anomalie avec un échauffement de la phase 3 en aval d'un interrupteur du coffret de la presse à balle dans le bâtiment Montlouis n° 1. L'exploitant a fourni le devis n° DV3339 DU 17/06/2022 de la société A.M.I 37 pour justifier des actions en cours. – les portes sectionnelles le 07/12/2022. |
| Type de suites proposées : Susceptible de suites |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 12 : Gestion des suites précédentes (R2)

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/05/2007, article 5.1.2 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Stockage des déchets temporaire |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : L'élimination des déchets entreposés doit être faite régulièrement et aussi souvent que nécessaire, de façon à limiter l'importance et la durée des stockages temporaires. |
| Constats : Conforme. |
| Observations : L'inspection a constaté que le local des déchets dangereux découverts dans les déchets était très peu encombré. L'inspection a constaté la présence de 5 pneumatiques, d'un fut de piles non rempli, de quelques plaques types fibrociments, d'environ 2 m ³ de DEEE, de 6 bouteilles de gaz, d'un bac de 1 m ³ de bouteilles d'hélium et de CO2.... L'exploitant a indiqué procéder à l'enlèvement des déchets indésirables une à deux fois par an. Pour le reste de l'installation, il n'a pas été constaté de déchets en grosse quantité. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 13 : Garanties financières

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/11/2018, article 8 |
| Thème(s) : Situation administrative, Actualisation des garanties financières |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : Sans préjudice des dispositions de l'article R. 516-5-1 du Code de l'Environnement, l'exploitant est tenu d'actualiser le montant des garanties financières et d'en attester auprès du Préfet dans les cas suivants tous les cinq ans au prorata de la variation de l'indice publié TP 01. |
| Constats : L'exploitant veillera à réactualiser le montant des garanties financières avant le 28 novembre 2023. |
| Observations : L'exploitant dispose d'un acte de cautionnement valide établi le 5 juillet 2021 pour la période allant du 28 novembre 2021 au 27 novembre 2024 à 18H00, pour un montant de 127 311,09 €. L'arrêté préfectoral complémentaire fixant les garanties financières a été établi le 28 novembre 2018. Considérant l'article 8, le montant doit être actualisé tous les 5 ans au prorata de la variation de l'indice publié TP 01. Aussi l'exploitant doit réactualiser son montant au regard du nouvel indice TP01, avant le 28 novembre 2023. |
| Type de suites proposées : Susceptible de suites |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 14 : Foudre

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Entretien du système foudre |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : L'installation des protections fait l'objet d'une vérification complète par un organisme compétent, distinct de l'installateur, au plus tard six mois après leur installation. Une vérification visuelle est réalisée annuellement par un organisme compétent. [...] |
| Constats : L'exploitant n'a pas justifié que les observations mentionnées dans le rapport de vérification de Bureau Véritas n° 7938934/599.2.1.R daté du 18/07/2022 ont bien été levées. |
| Observations : L'exploitant a fait vérifier ses installations foudre le 07/07/2022 par la société Bureau Véritas. Le rapport n° 7938934/599.2.1.R daté du 18/07/2022 mentionne 18 observations. |
| Type de suites proposées : Susceptible de suites |
| Proposition de suites : Sans objet |